Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! – Karl MARX

L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Orange

Raspail

Lundi 18 mai 2020

Si l'hôpital était une banque, il serait déjà sauvé !

« Des primes ? Nous, ce que nous voulons, ce sont de véritables augmentations de salaire, pour payer les loyers. Ce qu'il nous faut, c'est du fric, du pèze, du flouze, de l'oseille, et des embauches ! » **Voilà ce que des salariées de l'hôpital Pitié-Salpêtrière, à Paris, ont rétorqué vendredi dernier à Macron, lors de sa visite surprise.**

Il en bafouillait, le Président. Il était venu avec sa médaille de « l'engagement » bardée d'un « merci » et cette prime de 500 ou 1 500 euros (donc même pas égale pour tout le monde), et attention, uniquement pour les soignants des départements *« les plus touchés »* par le Covid-19. Se payant toujours de mots, il comptait annoncer avec succès son « Ségur de la santé », en référence aux accords de Grenelle en Mai 68… Rien que ça, en espérant ainsi s'acheter la paix sociale ! Plutôt raté. Face aux soignantes qui ne mâchaient pas leurs mots, il s'empêtrait dans ses phrases creuses habituelles, et ne pouvant en placer une, il a fini par bredouiller : *« je dois filer »* !

La vidéo de l'échange circule sur les réseaux sociaux [*].

« Nous aussi on doit filer, on a des patients à soigner ! »

C'est ce que lui ont rétorqué les infirmières qui l'interpellaient sur le manque de moyens de l'hôpital public. Car l'urgence continue. Tout le petit monde gouvernemental se félicite de la capacité du personnel hospitalier à trouver des solutions pour gérer la crise, la pénurie de masques, de sur-blouses, de médicaments, le manque de personnel, les nombreux décès. Alors en haut, on salue leur *« adaptabilité »* : bref, faire toujours mieux avec moins. C'est ce que le personnel hospitalier n'en peut plus d'entendre !

Des années qu'on leur tient ce discours, pour justifier les économies de moyens. Les soignants sont les mieux placés pour savoir qu'ils n'ont pas pu prendre en charge tous les patients comme ils l'auraient voulu, et qu'une deuxième vague s'annonce, liée à toutes les autres pathologies qui n'ont pu être soignées pendant que tous les efforts étaient consacrés à l'épidémie de Covid. Sans parler des milliers de décès en Ehpad.

Le discours selon lequel les hôpitaux ont « surmonté » l'épidémie de Covid ne fait donc qu'amplifier leur colère. Quant au énième refrain sur la possibilité de travailler plus pour gagner plus, et sur l'assouplissement des 35 heures entonné par Olivier Véran, le ministre de la Santé, il peut être légitimement vu comme une provocation, face à des soignants épuisés, qui demandent tout, sauf travailler plus !

La bonne énergie… de la mobilisation

Le gouvernement organise le déconfinement pour que les salariés retournent au travail… Mais c'est aussi la colère face à sa gestion de la crise qui se déconfine !

À la Pitié-Salpêtrière, Macron n'a pu se retenir de dire, face aux revendications exprimées d'entrée de jeu, qu'il n'avait *« pas envie que la bonne énergie retombe et que le désespoir s'installe »*. Mais qu'il en ait eu l'envie ou pas, dès le lundi 11 mai, des centaines de personnes se sont rassemblées devant cinq hôpitaux de Toulouse, pour réclamer des moyens pour l'hôpital public, des embauches, des augmentations de salaire. Dans la semaine, d'autres rassemblements devant des hôpitaux ont été organisés à Saint-Étienne, à Nantes, à Paris, devant l'hôpital Robert-Debré. Le mouvement démarré il y a un peu plus d'un an dans les hôpitaux publics se relance.

Les travailleurs des hôpitaux prévoient une journée nationale à la mi-juin. Une date qui doit marquer le début de notre mobilisation pour imposer notre « monde d'après » : imposer des embauches en fonction des besoins dans tous les secteurs, augmenter les salaires et donner la priorité à notre santé. Nos vies, pas leurs profits !

[*] www.convergencesrevolutionnaires.org/IMG/mp4/macron_salpetr.mp4

Orange à l'heure du déconfinement

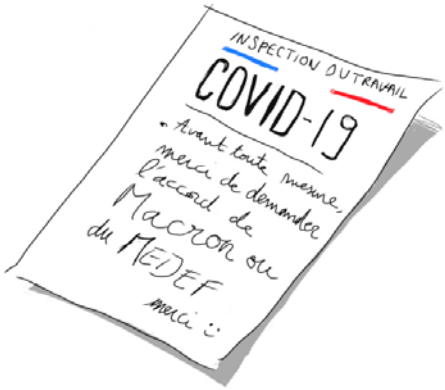
Chez Orange, la direction a annoncé la prolongation du télétravail au moins jusqu'au 2 juin, puis des retours sur site progressifs et alternés. Mais cela ne concerne clairement pas tout le monde.

Côté boutiques, au contraire, elle pousse à la réouverture : sur quelque 630 boutiques, la direction avait d'abord prévu d'en ouvrir 250 dès le 11 mai dernier, avant de revenir au chiffre de 125, avec une présence au volontariat. Mais seulement pour la première semaine !

Maintenant, c'est tout le monde dans toutes les boutiques possibles… et *« avec le sourire »*, comme dit la pub' Orange ?

Quant aux techniciens d'intervention, l'activité n'a pour certains jamais vraiment cessé. Et, au moins au début de la crise sanitaire, ni dans des conditions optimales (masques et gel ayant tardé à arriver), ni pour les seules véritables urgences.

Quel est le bilan ? La direction de Orange n'en dit pas grand-chose. Il est certain qu'au moins trois techniciens sont décédés du covid-19 – un dans l'Est de la France, un autre en banlieue parisienne (à Bagnolet), un troisième à l'Unité d'intervention de Paris-centre (sur le site de Philippe-Auguste). Plus, dernièrement, un collègue du Service clients du site parisien de Saint-Michel. Certes, à défaut d'expertise, la direction peut soutenir qu'on ne peut savoir où les victimes ont été contaminées, au travail ou ailleurs. Reste que les risques professionnels sont évidemment plus importants à l'occasion d'interventions techniques qu'en télétravail. Ce n'est sans doute pas par hasard si, finalement, les salariés de plus de 60 ans et pouvant être en contact avec des clients sont « invités » par Orange à rester chez eux



en Île-de-France et dans l'Est, c'est-à-dire là où des décès de techniciens sont avérés… mais ni dans les autres régions « rouges » (Hauts-de-France et Bourgogne-Franche-Comté) ni *a fortiori* dans celles dites « vertes ».

* * *

Depuis début mai, les parents ne pouvant télétravailler et devant garder à domicile un enfant de moins de 16 ans – les établissements scolaires n'étant pas tous ouverts… heureusement – ne peuvent plus bénéficier d'un arrêt de travail. Car le *« sans compter »* de Macron, c'est bon pour les aides au patronat, pas pour les salariés !

Dans la foulée, les belles paroles de Orange sur l'absence de perte de salaire se sont aussi envolées : pour bénéficier de trois jours par semaine d'absence rémunérée, les parents concernés devront compléter par deux jours de congé. Sinon, ils seront placés en chômage partiel, avec donc une perte de revenu… un dispositif auquel, il y a peu, Stéphane Richard se vantait qu'Orange n'avait pas recours !

À Renault Sandouville, l'union sacrée… contre les salariés

Depuis que la justice a mis provisoirement à l'arrêt l'usine de Renault Sandouville, suite à une procédure de référé de la CGT portant sur les conditions de sécurité sanitaire, c'est comme si la direction de Renault avait ouvert le bureau des pleurs dans les médias ! Du ministre de l'Économie Bruno Le Maire, qui *« regrette la décision de la CGT »*, à Laurent Berger, le patron de la CFDT, tous les politiciens et syndicalistes d'accompagnement font chorus pour critiquer une décision qui, pourtant, met seulement Renault face à ses responsabilités !